

GLOSSAIRE MARCHÉ PUBLIC

Vous pouvez vous référer à ce glossaire pour comprendre un terme ou vous rappeler de la signification d'un sigle.

[AAPC \(Avis d'Appel Public à la Concurrence\) ou avis de marché](#)

Avis publié par l'acheteur public pour informer les candidats potentiels de la passation d'un marché. Il marque le lancement de la mise en concurrence. Il peut revêtir la forme électronique.

[Accord Cadre](#)

Contrat qui permet à un acheteur public de retenir un ou plusieurs candidats sur la base d'un cahier des charges. Ceux-ci sont ensuite remis en concurrence entre eux, soit périodiquement, soit lorsqu'un besoin survient.

[Acheteur](#)

Personne publique ou privée soumise au code de la commande publique, agissant soit en tant que « pouvoir adjudicateur », soit en tant qu' « entité adjudicatrice » lorsqu'elle exerce des activités d'opérateurs de réseau.

[Allotissement](#)

Concerne la division d'un marché public en plusieurs marchés distincts et indépendants.

[BOAMP \(Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics\)](#)

Edition du Journal Officiel dédiée à la publication des avis d'appel public à la concurrence : www.boamp.fr/.

[BPU \(Bordereau de Prix Unitaires\)](#)

Le BPU est un document contractuel précisant les prix unitaires applicables dans le cadre du marché. Le BPU est principalement utilisé dans les marchés à bons de commandes. Le BPU fait partie du dossier de consultation ; il est porté en annexe de l'acte d'engagement.

[CCAG \(Cahier des Clauses Administratives Générales\)](#)

Document contenant des dispositions contractuelles d'ordre juridique et financier applicables à toutes les prestations d'une même nature ou d'un même secteur d'activité. Il décrit les conditions administratives générales d'exécution des prestations. Ce document est rarement fourni dans le dossier de consultation des entreprises, il est consultable sur internet. www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques.

[CCAP \(Cahier des Clauses Administratives Particulières\)](#)

Document contractuel d'un marché public qui est fourni dans le DCE et qui décrit les conditions administratives particulières d'exécution des prestations, les conditions de règlement (avances, acomptes, délai de paiement, obligations d'assurances, responsabilité et garanties exigées par l'acheteur public...), les conditions de vérification des prestations et de présentation des sous-traitants.

[CCTP \(Cahier des Clauses Techniques Particulières\)](#)

Document contractuel d'un marché public qui est fourni dans le DCE et qui décrit les conditions techniques particulières d'exécution des prestations, à signer par l'acheteur public et le cocontractant. Il est communément appelé cahier de charges.

CCP (cahier des clauses particulières)

Document contractuel qui est fourni dans le DCE qui décrit à la fois les conditions administratives particulière (Cf définition du CCAP) et les conditions techniques particulières (cf définition du CCTP).

Certificat de signature électronique

C'est l'équivalent numérique d'une signature manuscrite. Il authentifie l'identité du signataire et garantit l'intégrité des documents échangés. Il est délivré par une autorité de certification.

Chorus Pro

C'est la plateforme unique qui permet aux fournisseurs de déposer leurs factures électroniques auprès de leurs clients publics. L'accès est gratuit pour les entreprises. Elle permet notamment le dépôt des situations mensuelles dans le cadre des marchés de travaux. www.chorus-pro.gouv.fr.

Code de la commande publique

Entré en vigueur le 1er avril 2019 Il codifie notamment l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

DCE (Dossier de Consultation des Entreprises)

Ensemble des documents élaborés par l'acheteur public, destiné aux entreprises intéressées par le marché. Il regroupe les éléments utiles pour l'élaboration de leurs candidatures et de leurs offres. Il comporte les pièces nécessaires à la consultation des candidats à un marché (règlement de consultation, acte d'engagement, CCAP, CCTP...).

(A ne pas confondre avec le Département coopération en éducation)

Déclaration du candidat (Formulaire DC4)

Pièce dans laquelle le candidat présente un sous-traitant. Elle comporte notamment l'identification du sous-traitant, le détail des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement et les modalités de règlement du sous-traitant.

Déclaration du candidat (Formulaires DC1, DC2, DC4...)

Les formulaires DC sont des modèles de documents qui peuvent être utilisés par les candidats aux marchés publics pour présenter leur candidature DUME (Document Unique de Marché Européen).

DUME

C'est un formulaire électronique qui permet aux soumissionnaires de présenter leur candidature à un marché public. Harmonisé et élaboré sur la base d'un formulaire type réalisé par la Commission européenne, il est aussi utilisé par les acheteurs publics d'autres États européens.

Il est accessible sur les profils acheteur ou sur la plateforme Chorus Pro : dume.chorus-pro.gouv.fr/.

[JOUE \(Journal Officiel de l'Union Européenne\)](#)

Publication habilitée à recevoir des annonces légales pour les publicités européennes : ted.europa.eu/.

[Un opérateur économique](#)

Entité qui exerce une activité économique, quels que soient son statut et son mode de financement Il peut être public ou privé.

[Pouvoir adjudicateur](#)

Acteur principal du droit de la commande publique. Il s'agit de l'entité qui passe les marchés publics et accorde les concessions.

[Profil d'acheteur](#)

Le profil acheteur est une « plateforme internet » qui permet à l'acheteur de publier les avis de marchés et les dossiers de consultation des entreprises (DCE), de recevoir les candidatures et les offres électroniques, de gérer les questions/réponses entre l'acheteur et les candidats et de notifier les marchés.

[RC \(Règlement de Consultation\)](#)

C'est le document du dossier de consultation qui fixe les règles de la mise en concurrence. Le RC n'est pas obligatoire si tous les éléments qu'il doit contenir figurent dans l'avis d'appel public à la concurrence (AAPC).